

RETRAIT DU PORT DU MASQUE DANS L'ÉDUCATION : UNE MESURE ÉLECTORALISTE ET DÉMAGOGIQUE

Alors que nous ne sommes pas sortis de la 5^e vague, le gouvernement décrète, contre l'avis de plusieurs épidémiologistes, que les mesures de protection contre le COVID ne sont plus nécessaires. Dès lundi 14, le port du masque ne sera ainsi plus obligatoire dans les établissements scolaires, mettant en danger de nombreuses personnes vulnérables.

Au mois de février, Olivier Veran avait évoqué cette mesure mais il avait également précisé comme indicateur de faisabilité que le nombre de patient.es en réanimation soit entre 1000 et 1500.

Or, selon les derniers chiffres, nous passons aujourd'hui tout juste sous la barre des 2000.

Cette décision relève pour nous d'une mesure électoraliste mettant en danger de nombreuses personnes et en particulier celles qui sont vulnérables.

De plus, après deux ans de pandémie, la question des équipements de protection individuels n'est toujours pas réglée même pour ces dernières ou celles ayant des proches qui le sont : nous n'avons toujours pas reçu de masques FFP2, seules protections permettant de limiter au maximum la contamination face à des personnes non masquées.

Mais quand bien même ces masques seraient fournis, on pourrait s'inquiéter du risque de stigmatisation des personnes qui continueraient à le porter seules et redouter une potentielle pression sociale et hiérarchique qui mènerait à rompre le secret médical pour s'en expliquer. N'oublions pas que pendant la première vague, on avait interdit à

certaines personnels de santé d'en porter sous prétexte que cela pourrait inquiéter les autres. Des discours similaires avaient aussi été tenus dans l'éducation.

Plus généralement, nous notons que cette mesure est vivement contestée par plusieurs épidémiologistes qui alertent sur le fort risque de rebond de l'épidémie car il leur semble prématuré de l'appliquer.

Si la situation s'améliore franchement dans le Val d'Oise, les chiffres concernant les hospitalisations et les rebonds observés dans les régions des zones B et C ne permettent pas pour nous de décréter la fin des mesures de protection puisque nous en sommes à un taux d'occupation des lits de réanimation deux fois supérieur à celui de la rentrée de septembre 2020...

Pour Sud éducation 95, la santé des agent.es, des enfants et de leurs familles doit passer avant les petits intérêts électoralistes du parti présidentiel.

S'il nous tarde à nous aussi de pouvoir retrouver des classes sans masque, nous sommes pour autant persuadé.es qu'à vouloir aller trop vite, on ne pourra que précipiter un retour de l'obligation du masque dans les mois à venir.

SUD ÉDUCATION 95 DEMANDE :

- Le maintien d'un protocole sanitaire adapté à la situation et le maintien du port du masque tant que des indicateurs clairs et concertés avec les scientifiques n'auront pas été établis et explicités
- La fourniture de masques FFP2 à tous les personnels et élèves qui en font la demande
- L'équipement dans toutes les salles de capteurs de CO2